

ALAIN ANTIL

Directeur du Centre Afrique subsaharienne de l'Ifri

Je vais me plier à l'exercice avec deux questions. Merci pour toutes ces présentations.

Ma première question sera d'ordre économique. Comme le disait tout à l'heure Madame la Première ministre, le Nigeria est la première économie du continent. Il est assez amusant de se rappeler comment, comptablement, il y est parvenu. Il a tout simplement fait un travail de statistiques. Les institutions financières lui demandaient depuis plusieurs années de remettre à jour ses statistiques de PIB. Au tournant de l'année 2014-2015, je crois, le Nigeria a trouvé que son PIB était en réalité supérieur de plus de 40 % par rapport à ce qu'il avait compté l'année précédente. Pour aller dans votre sens, Madame la Première ministre, nous parlons d'économies qui sont généralement mal connues.

Selon les évolutions globales au sud du Sahara et selon cet indicateur qu'est le PIB par habitant, nous observons entre 2000 et 2015 une croissance de PIB très importante, ce qui recoupe un peu la démonstration que faisait Monsieur Lionel Zinsou, mais aussi une sortie de la pauvreté et une amélioration assez rapide et visible des conditions de vie. Depuis 2015, nous observons des dynamiques différentes. Avant même la crise du Covid, nous observons une dégradation. Certaines années même, la croissance du PIB par habitant a été négative. S'ajoute à cela un certain nombre de questionnements sur le réendettement. Je voudrais savoir si ces questions sont seulement conjoncturelles ou si nous entrons à nouveau dans un cycle d'une espèce de stagnation économique, comme nous en avons connu entre 1980 et 2000.

Ma deuxième question sera beaucoup plus courte. Comme cela a été dit à plusieurs reprises, y compris par les premiers intervenants, l'un des enjeux est l'urbanisation de cette zone, qui est plus rapide que partout ailleurs. Deux chiffres permettent d'encadrer le propos. En 2010, le sud du Sahara comprend un peu plus de 1 milliard d'habitants et à peu près 33 % d'urbains. En 2050, c'est-à-dire quarante ans après et dans trente ans, nous compterons entre 50 et 60 % d'urbains sur une population globale qui aura doublé. Selon un compte rapide, nous gagnerons 650 à 700 millions d'urbains en une quarantaine d'années. C'est clairement un enjeu très important.

C'est une très bonne nouvelle parce que les villes sont des moteurs de croissance. Ce sont des moteurs de transformation des sociétés à tous les niveaux, y compris économique. Néanmoins, ces villes ont tendance à absorber tous les efforts d'investissement des pays au détriment d'autres espaces qui parfois voient de loin, voire de très loin, les améliorations économiques qui ont été enregistrées ces vingt dernières années.

Pour être un peu caricatural, je dirai que dans certains pays se trouvent plusieurs pays. Il y a de grandes villes avec un niveau de vie, des équipements et des services. Quand on



s'éloigne vers les espaces périurbains et les villes secondaires, il y a un deuxième type d'environnement. Dès que l'on s'éloigne de ces espaces pour aller vers le rural et le rural profond, parfois de vastes portions de territoire n'ont pas du tout été transformées par les quinze ou vingt années de croissance très importante. C'est un problème majeur de gouvernance sur lequel je voulais vous interroger. Comment aborder cela ? Ce sont plusieurs priorités à la fois. Comment faire des arbitrages ?